



PASCAL BERNARD

Expert-comptable

Inscrit au tableau de l'ordre de Poitiers

Inscrit au tableau de l'ordre d'Angers

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Poitiers

Audecia
expert-comptables

MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION & D'ORIENTATION
Centre de Formation
17 700 ST GERMAIN DE MARENCENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024

présenté à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 20 MARS 2025

5, rue Paul-Émile Victor - BP 50282
85007 **LA ROCHE-SUR-YON CEDEX**
02 51 37 07 78
p.bernard@adecia.fr

ANGERS · CHALLANS · CHOLET · LA ROCHE-SUR-YON · LES HERBIERS · NANTES NORD ET SUD · NIORT

TVA intracommunautaire FR 73 414 142 943 - APE 6920Z - SIRET 414 142 943 00029
Membre d'une Association Agréée, le règlement des honoraires par chèque est accepté.

AUDÉCIA EXPERT-COMPTABLES **www.adecia.fr**





MAISON FAMILIALE DE ST GERMAIN DE MARENCENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'Association MFR,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **MAISON FAMILIALE RURALE** » relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de mon rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Je me suis assuré de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière du Conseil d'Administration et les comptes annuels adressés aux membres.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultats d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon,

Le 27 février 2025

Pascal BERNARD

Commissaire aux comptes

DOSSIER : 17006405

Devise EURO

BILAN

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

ACTIF		Exercice : 2 024		Durée : 12 Mois		Exerc. : 2 023		12 Mois	
		BRUT	AMORT. PROV.	NET	% ACTIF	NET	% ACTIF		
	CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE								
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	15 423	12 223	3 200		8 000	1		
	Frais d'établissement								
A	Frais de recherche et développement								
C	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	14 400	11 200	3 200		8 000			
T	Fonds commercial (1)								
I	Autres	1 023	1 023						
F	Avances et acomptes								
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	2 108 845	1 489 730	619 116	39	602 478	39		
I	Terrains								
M	Constructions	1 864 044	1 319 917	544 127		527 444			
M	Instal. techniques, mat. et out. ind.	5 926	5 926						
O	Autres	238 875	163 887	74 989		53 912			
B	Immobilisations corporelles en cours					21 121			
I	Avances et acomptes								
L	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :	30		30		30			
I	Participations	30		30		30			
S	Créances rattachées à des participations								
E	Autres titres immobilisés								
	Prêts								
	Autres								
	TOTAL I	2 124 298	1 501 952	622 346	39	610 508	40		
A	STOCKS ET EN-COURS :	9 177		9 177	1	9 022	1		
C		9 177		9 177		9 022			
T	Matières premières et autres approv.								
I	En-cours de productions: biens et services								
F	Produits intermédiaires et finis								
	Marchandises								
C	AVANCES ET ACPTEES VERSEES /COMMANDES								
I	CREANCES (3) :	203 410	1 378	202 032	13	122 095	8		
R	Créances clients et cptes rattachés	96 370	1 378	94 992		67 216			
C	Autres	107 040		107 040		54 879			
U	Capital souscrit-appelé, non versé								
L	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :								
A	Actions propres								
N	Autres titres								
T	DISPONIBILITES	745 685		745 685	47	775 459	51		
		7 362		7 362		15 076	1		
C	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE								
O									
R									
M	TOTAL II	965 635	1 378	964 257	61	921 651	60		
P									
G									
T	CHARGES A REPARTIR S/ PLUS. EXERC. (III)								
U									
E	PRIMES DE REMB. DES OBLIGATIONS (IV)								
L									
S	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)								
	TOTAL GENERAL (I + II+ III + IV + V)	3 089 933	1 503 330	1 586 602	100	1 532 159	100		
	(1) Dont droit au bail								
	(2) Dont à moins d'un an								
	(3) Dont à plus d'un an								
	(4) Dont à plus d'un an								

17006405

MAISON FAMILIALE ET RURALE

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

PAGE 2

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

PASSIF		Exercice : 2024	%	Exercice : 2023	%
		Durée: 12 Mois	PASSIF	Durée: 12 Mois	PASSIF
C	FONDS ASSOCIATIF SANS DROIT DE REPRISE	-77 877	-5	-77 877	-5
A	FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE				
P	ECARTS DE REEVALUATION				
I	RESERVES				
T	Réserve indisponible				
A	Réserves statutaires ou contractuelles				
U P	Réserves réglementées				
X R	Autres				
O	Affectation au projet associatif				
P	REPORT A NOUVEAU	1 006 893	63	902 795	59
R	RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédent ou déficit)	126 325	8	104 098	7
E	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	262 148	17	258 271	17
S	PROVISIONS REGLEMENTEES				
	TOTAL I	1 317 489	83	1 187 287	77
P S					
R I	PROVISIONS POUR RISQUES	23 505	1	24 969	2
O O	PROVISIONS POUR CHARGES				
V N	FONDS DEEDS				
I S	TOTAL II	23 505	1	24 969	
D	EMPRUNTS OBLIGATAIRES CONVERTIBLES				
E	AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
T	EMPR. ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (2)	88 189	6	110 089	7
T	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	12 161	1	23 883	2
E	AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS				
S	DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	5 140		16 466	1
(1)	DETTE FISCALES ET SOCIALES	36 218	2	35 328	2
	DETTE SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	1 806			
	AUTRES DETTES				
C	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (3)	102 095	6	134 137	9
O R	TOTAL III	245 608	15	319 903	21
M E					
P G					
T U					
E L	ECARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)				
S					
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	1 586 602	100	1 532 159	100
	(1) Dont à plus d'un an				
	Dont à moins d'un an				
	(2) Dont concours banc. courants et soldes créd. de banques				
	(3) Dont à plus d'un an				
	Dont à moins d'un an				

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

COMPTES DE RESULTAT DE
L'EXERCICE (en liste)

11/02/2025:15:40

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

RUBRIQUES	Exerc.: 2 024 12 mois	Exerc.: 2 023 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
Cotisations	6 550	5 950
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	672 032	673 988
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	678 582	679 938
<i>Dont à l'exportation :</i>		
Production stockée		
Production immobilisée	423 088	417 396
Subventions d'exploitation	13 138	24 516
Reprises sur provisions (et amort.), transferts de charges		
Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés		
Autres produits	85	1 847
TOTAL I	1 114 893	1 123 696
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
Achat de marchandises (a)		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements (a)	95 455	126 860
Variation de stock	- 155	- 4 337
Autres achats et charges externes (*)	285 987	280 685
Impôts, taxes et versements assimilés	7 194	7 749
Salaires et traitements	411 684	439 068
Charges sociales	141 092	138 740
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations: dotations aux amortissements (b)	90 172	76 944
Sur immobilisations: dotations aux provisions		
Sur actif circulant: dotations aux provisions	608	3 785
Pour risques et charges: dotations aux provisions		2 425
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 875	92
TOTAL II	1 034 911	1 072 010
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	79 981	51 686
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN :		
Excédent attribué ou déficit transféré III		
Déficit supporté ou excédent transféré IV		
- redevances de crédit-bail mobilier		
- redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes aux exercices antérieurs		

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

**COMPTE DE RESULTAT DE
L'EXERCICE (en liste)**

Devise **EURO**

EXERCICE Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

RUBRIQUES	Exerc.: 2 024 12 mois	Exerc.: 2 023 12 mois
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances actifs immobilisé (3)	905	765
Autres intérêts et produits assimilés (3)	6 239	3 001
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits net s/ cessions de valeurs mobilières de placement		1 008
TOTAL V	7 144	4 774
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	2 370	3 038
Différences négatives de change		
Charges nettes s/ cessions de valeurs mobilières de placement	29	
TOTAL VI	2 399	3 038
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	4 745	1 736
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II +III -IV +V -VI)	84 726	53 422
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	3 785	12 602
Sur opérations en capital	42 693	42 641
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VII	46 478	55 242
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	4 372	4 567
Sur opérations en capital	507	
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VIII	4 880	4 567
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	41 598	50 675
Participations des Salariés aux Fruits de l'Expansion (IX)		
Impôts sur les sociétés (X)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 168 515	1 183 712
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 042 190	1 079 614
EXCEDENT OU DEFICIT	126 325	104 098
(3) Dont produits concernant les entreprises liées		
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées		

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation,
 - * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - * indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques,

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

Le PCG approuvé par arrêté ministériel du 22 juin 1999

la loi n° 83 353 du 30 Avril 1983

le décret 83 1020 du 29 Novembre 1983

les règlements comptables :

- * 2000-06 et 2003-07 sur les passifs
- * 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs
- * 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
- * 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Changements de méthode

Pour la première application des règlements comptables 2002-10 et 2004-06, la société a opté pour un traitement prospectif. Cette option n'a pas entraîné un impact sur les capitaux propres d'ouverture.

L'application des nouvelles règles comptables n'a pas entraîné pour la société d'impact sur la situation nette.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escompte de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Conformément aux nouveaux règlements, les amortissements comptables sont désormais calculés sur la durée réelle d'utilisation du bien.

Concernant les biens non décomposables à l'origine, il est fait application de la mesure de simplification consistant à amortir les biens sur les durées d'usage (avis 2005-D du 1er juin 2005 du Comité d'urgence du CNC)

Les durées d'usage retenues pour le calcul de l'amortissement sont les suivantes :

* Constructions	15 à 50 ans
* Agencements et aménagements des constructions	5 à 15 ans
* Installations techniques	1 à 10 ans
* Matériel et outillage industriels	1 à 10 ans
* Installations générales	1 à 10 ans
* Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans

La valeur résiduelle n'a été prise en compte pour aucun des éléments d'actifs compte tenu de l'absence de critères de fiabilité sur les valeurs attribuées.

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Rappel des effectifs : (au 31/12/2024)

		<u>4è / 3è</u>	<u>2nde</u>	<u>1ère</u>	<u>Term.</u>
Formation Initiale :	84	56	16	8	4
Apprentis :	42		4	17	21

Effectifs salariés : 13 (au 31/12/2024)

Femmes : 8 Ae-Ryun, Maïa, Marie, Jany, Paula, Nadine, Solène, Céline.

Hommes : 5 Franck, David, Emmanuel, Simon, Christophe.

Mouvement du personnel sur l'exercice :

Ex. Licenciement, Démission...

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat	
GAZZOLA Fabrice	23/08/2006	07/01/2024	Démission
BERGE Hervé	16/05/2022	20/12/2024	Démission

Embauche et sortie dans l'année

NOM PRENOM	date d'entrée	date fin de contrat	
PLINET Lucie	09/01/2024	30/06/2024	CDD Remplct

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

EVENEMENTS IMPACTANTS LE COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE

EVENEMENTS IMPORTANTS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Ouverture d'un CAP "Métiers de l'Agriculture" en apprentissage, en septembre 2025.

PROJET ASSOCIATIF

ENGAGEMENT EN MATIERE DE RETRAITE

L'association a constaté ses engagements en matière de retraite pour la somme de : 23 505 €,
(vingt trois mille cinq cent cinq euros).

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ACTIF IMMOBILISE 2024

CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1	14 400,00 €	- €	
Autres postes d'immo. Incorporables	TOTAL 2	1 022,58 €	- €	- €
Terrains				
Constructions sur sol propre				-
Constructions sur sol d'autrui		764141,63		13772,46
Constructions, installations générales, agencement.				
Installations techniques, matériel et outillage ind.				
Installations générales, agencets., aménagts. dives		499173,92		48537,29
Autres matériels de transport		26010,49		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		132285,73	8768,62	23062,60
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		-		
Avances et acomptes				-
TOTAL 3		1 421 611,77 €	8 768,62 €	85 372,35 €
Participations évaluées par mise en équivalence		30		-
Autres participations				-
Autres titres immobilisés				-
Prêts & autres immobilisations financières				-
TOTAL 4		30,00 €	- €	- €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		1 437 064,35 €	8 768,62 €	85 372,35 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

CADRE B	2024		Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
	IMMOBILISATIONS					
			Par virement	Par cession		
Frais d'établissement R&D	TOTAL 1	- €	- €	14 400,00 €	- €	
Autres postes d'immo. incorporelles	TOTAL 2	- €	- €	1 022,58 €	- €	
Terrains				-		
Constructions	sur sol propre			937758,28		
	sur sol d'autrui					
	Inst. gales., agents. et am. const.					
Installations techniques matériel et outillage						
Autres immo. corporelles	Inst. gales., agents., aménagement divers		78992,5	926285,68		
	Matériel de transport			26010,50		
	Matériel de bureau & informatique		56543,26	244541,48		
	Mobilier			0,00		
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes	TOTAL 3	- €	135 535,76 €	2 134 595,94 €	- €	
Participations évaluées par mise en équivalence				30,00		
Autres participations				-		
Autres titres immobilisés			-			
Prêts & autres immobilisations financières				-		
	TOTAL 4	- €	- €	30,00 €	- €	
	TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)	- €	135 535,76 €	2 150 048,52 €	- €	

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

AMORTISSEMENTS 2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement		6 400,00	4 800,00		11 200,00
Autres immobilisations incorporelles		1022,58			1022,58
Terrains					
Constructions	sur sol propre	764141,63	13772,48		777914,11
	sur sol d'autrui				
	installations générales	499173,92	48537,29		547711,21
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales				
	matériel de transport	26010,50			26010,50
	matériel de bureau	82453,32	10329,97	3721,95	89061,34
	meublier	49832,41	12732,61	5046,67	57518,35
TOTAL 3		1 421 611,78 €	85 372,35 €	8 768,62 €	1 498 215,51 €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)		1 429 034,36 €	90 172,35 €	8 768,62 €	1 510 438,09 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

PROVISIONS 2024

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Provisions fiscales pour implant.à l'étranger				
Provisions fiscales pour implant.à l'étranger				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL 1	- €	- €	- €	- €
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pertes de marché à terme				
Provisions amendes & pénalités				
Provisions pertes de change				
Provisions pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions renouvellement des				
Provisions grosses réparations				
Provisions charges sociales et fiscales sur				
Autres provisions pour risques et charges	24969		1464	23 505
TOTAL 2	24 969,00 €	- €	1 464,00 €	23 505,00 €
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres équivalence				
Immobilisations financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients N° 491	4 956,84	607,50	4 186,34	1 378,00
Autres pour dépréciations N° 495		-		-
TOTAL 3	4 956,84 €	607,50 €	4 186,34 €	1 378,00 €
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)	29 925,84 €	607,50 €	5 650,34 €	24 883,00 €
dont	- d'exploitation	608	5 650	
dotations	- financières		-	
et reprises	- exceptionnelles	-		
Titres mis en équivalence				

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2024

CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières					-
Clients douteux ou litigieux			1 378,00	1 378,00	
Autres créances clients			96 369,62	96 369,62	
Créances r. de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			259,86	259,86	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts, taxes et versements assimilés				
	Divers				
Groupe et associés (comptes débiteurs)			7 926,75	7 926,75	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de			1 061,81	1 061,81	
Charges constatées d'avance			7 362,48	7 362,48	
TOTAUX			114 358,52 €	114 358,52 €	- €
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice				
	remboursements obtenus en cours d'exercice				
	Prêts et avances consentis aux associés				

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ECHEANCES, CREANCES et DETTES 2024

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine		-		
	à plus de à l'origine	88 188,65	22 588,18	53 756,96	11 873,51
Emprunts et dettes financières divers		960,93	960,93		
Fournisseurs et comptes rattachés		2 002,52	2 002,52		
Personnel et comptes rattachés		6 107,86	6 107,86		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			0,00		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 806,16	1 806,16		
Groupe et associés		11 310,54	11 310,54		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)			-		
Dette représentative de titres emp.		-	-		
Produits constatés d'avance		102 095	102 095		
TOTAUX		212 471,66	146 871,19	53 756,96	11 873,51
Emprunts souscrits en cours d'exercice		-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		21 868,73			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Charges et produits constatés d'avance 2024

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	7 362,48 €	102 095,00 €
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	7 362,48 €	102 095,00 €

Détails des charges constatées d'avance à la clôture de l'exercice :

TERRE NET MEDIA	203,17 €
CEMIS - AITEC Alarme incendie	225,88 €
ORANGE : 0546071001	185,54 €
ORANGE : 0546353817	80,76 €
ORANGE Business	207,13 €
LE CEDRE	240,60 €
SNCF - VE 2nde PARIS février 2025	2 036,00 €
BNP Paribas / 1er T. 2025	4 183,40 €

7 362,48 €

Détails des produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice :

PCA FACTURE 4ème 24/25	29 744,00 €
PCA FACTURE 3ème 24/25	33 690,00 €
PCA FACTURE 2nde Pro. 24/25	17 790,00 €
PCA FACTURE 2nde Pro. Apprentis 24/25	1 232,00 €
PCA FACTURE 1ère Bac. Pro. 24/25	6 784,00 €
PCA FACTURE 1ère Bac. Pro. Apprentis 24/25	4 117,00 €
PCA FACTURE Term. Bac. Pro. 24/25	4 300,00 €
PCA FACTURE Term. Bac. Pro. Apprentis 24/25	4 438,00 €

102 095,00

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Engagements financiers 2024

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	23505
Autres engagements donnés :	
Engagements en matière de crédit-bail	
TOTAL	23 505,00 €
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés CE	-
Plafonds des découverts autorisés CREDIT MUTUEL	-
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	- €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

Dettes garanties par des sûretés réelles 2024

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses :	88 188,65
TOTAL	88 188,65 €

• Garanties bancaires prises sur les emprunts en cours

• Autres engagements donnés par l'association

Emprunt de la FD(17) : caution à hauteur de : 2 000 €.

• Autres engagements reçus par d'autres associations

Visé par **Pascal BERNARD**
Commissaire aux comptes

ANNEXE COMPTABLE : CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (art. 431-9 du Règlement)

La MFR doit fournir une information sur les montants des concours publics et les subventions d'exploitation qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

La nature du concours ou de la subvention octroyé soit concours public ou subvention d'exploitation
(cf doc intranet Plan comptable des MFR fiche explicative des comptes p 41-42)

N° CPTÉ	NATURE		Destination du versement	MONTANT
74113	Organisation des examens	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)		
74118	Autres subventions de l'Etat	Subventions (hors Ministère de l'Agriculture)	Subv. Fonction Elèves	331 632 €
74181	Subventions de fonctionnement	Subventions (Ministère de l'Agriculture)	Subvention visites médicales	167 €
74188	Autres subventions du Ministère de l'Agriculture	Subventions (Ministère de l'Agriculture)		
744200	Subv Fonct App	Subventions (Conseil Régional)		
744212	Subv Fonct App	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744213	Subv Fonct FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	SUBV. ATOS / FORM ECRANS NUMERIQUES	10822,5
744214	Autres Subv Fonct	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	SUBV. VE 2nde STARSBOURG	2687
744261	Aide à la mobilité Scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	SUBV. VE 2nde STARSBOURG - Aide mobilité Apprentis	30 883 €
744262	Aide à la mobilité des apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744263	Aide à la mobilité des stagiaires FC	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744271	Fonds Social scolaire	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744272	Fonds Social apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744281	Autres aides aux scolaires	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS		
744282	Autres aides aux apprentis	COLLECTIVITES LOCALES ET ORGANISMES PUBLICS	Subv. AAP Carte Apprentis. + Equipt pédago. Apprentis	33 600 €
74431	Subv CD des scolaires	Subventions (Conseil Départemental)	Subv. Action Accompagt 4e/3e	3 570 €
74432	Subv CD des apprentis	Subventions (Conseil Départemental)		
74433	Subv CD des stagiaires FC	Subventions (Conseil Départemental)		
7444	Subventions Communes & Groupements	Subventions Communes & Groupements		
74461	sub°organisme internation. scol	Subventions organismes internationaux		
74462	sub°organisme internation. apprentis	Subventions organismes internationaux		
74463	sub°organisme internation. FC	Subventions organismes internationaux		
74481	Subv Chambre Agriculture	Autres organismes publics		
74482	Subv MSA	Autres organismes publics	Subv. UDAF	437 €
74489	Autres subv organismes publics	Autres organismes publics		
7448	Taxe apprentissage	Autres subventions d'exploitation	Taxe apprentissage solde 13%	9 290 €
74111		CONCOURS PUBLICS	TOTAL	423 088 €

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes

ANNEXE COMPTABLE : TABLEAU DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (C.V.N.)

C.V.N. : LA CONTRIBUTION BENEVOLE				
bénévolat	prestation et description	convention (oui/non)	date(s)	temps en jours
Concernant l'association MFR	6 réunions de Conseil d'Administration	Oui	30/01 - 12/03 - 09/04 - 04/06 - 10/09 - 05/11	2

C.V.N. : LA CONTRIBUTION MECENAT DE COMPETENCES				
mécénat de compétences	prestation (descr*)	convention (oui/non)	date(s)	temps en jours
/				

C.V.N. : LE DON EN NATURE		
particulier / entreprise donatrice	nature du don	date

C.V.N. : PRÊT DE TERRAIN, DE LOCAL ou MATERIEL à titre gracieux		
prêteur	nature du prêt	date début/date fin
Mairie de St Pierre-la-Noue	City stade et terrain de foot en herbe	08/01/24 ou 20/12/24

En application de l'article 211-4 du règlement ANC 2018,

la MFR de St Germain de Marencennes estime que la présentation des CVN n'est pas compatible avec son objet ou ses principes de fonctionnement. En effet, agissant dans le cadre associatif sur la base du volontariat, l'activité bénévole concourt à la mission et à l'objet de l'association sur un principe arrêté par le règlement intérieur de l'association MFR, article 2 qui précise que le Conseil d'administration est « formé de membres de l'association qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association.... Le Conseil d'administration est l'expression de la volonté des parents... Il est garant du maintien du caractère familial de l'association et de la prépondérance du rôle des familles dans la marche de la Maison Familiale Rurale. » Dès lors, il n'est pas opportun ni compatible de comptabiliser les contributions volontaires en nature pour ce qui est de la participation des bénévoles.

- Information sur la nature et l'importance des CVN

Le temps consacré par les bénévoles, administrateurs ou non, dans le cadre de participation à des ateliers d'animation, à l'encadrement de sorties, à des témoignages, à l'accompagnement, à es séances de commissions ou conseils d'administration etc..., certaines prestations en nature de la part de partenaires de la MFR (interventions d'un chef d'entreprise, d'un syndicat professionnel....), quelques dons en nature consommés en l'état (dons d'ordinateurs par une entreprise....) participent par nature aux contributions volontaires au bénéfice des jeunes et des familles dans une moindre mesure.

Visé par Pascal BERNARD
Commissaire aux comptes